

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 602 / Mars 2020

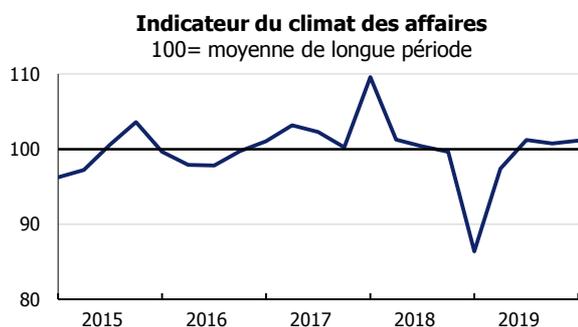
TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2019

L'environnement conjoncturel est favorable au quatrième trimestre 2019 comme en témoignent les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM. Les différents indicateurs statistiques confirment également cette embellie. La consommation des ménages est dynamique dans un contexte de repli des prix. L'emploi salarié progresse et le chômage diminue. L'ensemble des secteurs d'activités bénéficie de cette bonne conjoncture. Une majorité de chefs d'entreprise interrogés fait état d'une activité stable sur le quatrième trimestre et un maintien de leurs investissements pour les douze prochains mois. **Cette enquête a été menée du 6 janvier au 4 mars 2020, dans un contexte de faible impact de la crise sanitaire du coronavirus sur l'activité économique régionale.**

La conjoncture économique à La Réunion

Le climat des affaires demeure stable, légèrement au-dessus de sa moyenne



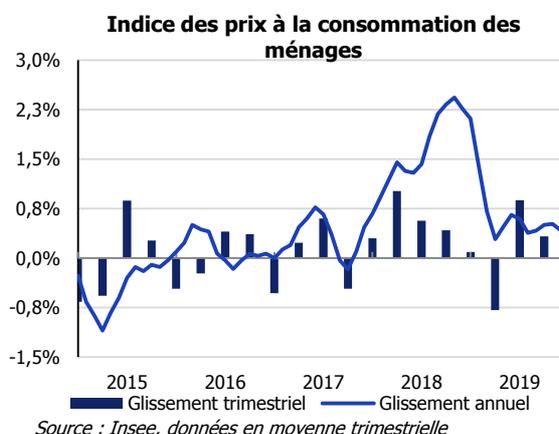
Source : Enquête de conjoncture IEDOM

L'environnement conjoncturel à La Réunion est favorable en cette fin d'année 2019. L'enquête de l'IEDOM réalisée auprès des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité marchands révèle au quatrième trimestre un indicateur du climat des affaires (ICA) à 101,1 points¹, en hausse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent. Cette amélioration est tirée par l'opinion favorable exprimée par nos informateurs sur les perspectives envisagées pour le prochain trimestre, en particulier sur l'activité et les investissements prévus. Leur opinion sur l'activité du 4^e trimestre 2019 demeure stable par rapport au trimestre précédent. Le niveau de leur trésorerie se consolide. Sur l'année 2019, l'ICA se situe proche de sa moyenne de longue période (100), en hausse de 3 points par rapport à son niveau moyen de 2018.

Les prix à la consommation reculent légèrement

L'évolution des prix en fin d'année reste favorable au pouvoir d'achat des ménages réunionnais. L'opinion des chefs d'entreprise interrogés sur l'évolution de leurs prix confirme cette tendance.

Au quatrième trimestre 2019, l'indice des prix à la consommation des ménages (IPC) se replie de 0,1 % en rythme trimestriel, après +0,3 % au trimestre précédent. À l'exception des prix des produits énergétiques qui progressent de 1,3 % sur le trimestre, tous les grands postes de l'IPC contribuent à cette évolution. Les prix des produits alimentaires et manufacturés baissent de 0,2 % et ceux des services reculent de 0,1 %.



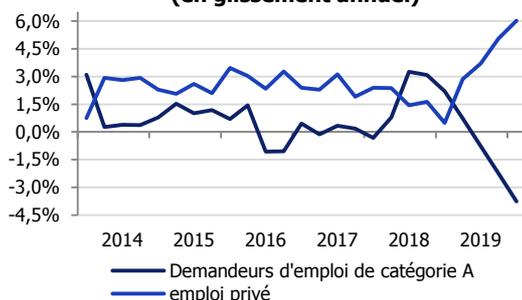
Source : Insee, données en moyenne trimestrielle

¹ Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle, le champ de certains secteurs de cette enquête a fait l'objet d'une modification méthodologique. Désormais, les secteurs de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire ont fusionné et le secteur du tourisme est distinct des autres services marchands. De ce fait, les calculs de l'ICA ainsi que des soldes d'opinion peuvent être légèrement différents de ceux figurant dans les publications précédentes.

Sur un an, l'inflation ralentit avec une hausse des prix de 0,3 % en glissement annuel, s'écartant davantage du niveau de la France entière (+1,5 % hors Mayotte).

La situation du marché du travail continue de s'améliorer

Évolution de l'emploi privé et des demandeurs d'emploi (en glissement annuel)



Source : Acooss, pôle emploi-Dares, données trimestrielles CVS

L'emploi salarié privé reste bien orienté au quatrième trimestre 2019. Il progresse de 0,8 % en variation trimestrielle, après +1,6 % au trimestre précédent. En glissement annuel, les effectifs salariés du secteur privé augmentent de 6,0 % soit la plus forte progression depuis 2007. Cette croissance est portée par les secteurs de l'hébergement-restauration, l'intérim et les autres services. Sur l'année 2019, plus de 9 000 emplois ont été créés à La Réunion dans le secteur privé selon les données de l'Acoss.

L'embellie se poursuit également du côté des demandeurs d'emploi dont le nombre diminue nettement toutes catégories confondues. La baisse la plus marquée concerne ceux de la catégorie A (sans activité et tenus de rechercher un emploi), en recul de 2 % sur le trimestre et -3,8 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi s'établit ainsi à 133 940 en moyenne sur le trimestre, soit son niveau le plus bas depuis cinq ans.

La consommation des ménages est vigoureuse

Au quatrième trimestre 2019, la consommation des Réunionnais reste forte dans un contexte de baisse des prix. Parmi les indicateurs, les importations à destination des ménages augmentent. En particulier celles de produits des industries agroalimentaires progressent de 5,1 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). Les importations de biens d'équipement du foyer et de produits courants progressent respectivement de 4 % et 2,7 %. Les ventes de véhicules de tourisme sont en baisse sur le trimestre (-4,0 %). Toutefois, avec un premier semestre exceptionnel pour le secteur de l'automobile, un nouveau record est atteint en 2019 avec 27 949 voitures de tourisme immatriculées. Les crédits à la consommation octroyés aux ménages témoignent de ce dynamisme avec une hausse de 9,7 % sur un an, à fin décembre 2019.

Importations de produits des industries agroalimentaires (en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS IEDOM

Les chefs d'entreprise du secteur du commerce interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture confirment une activité et des effectifs en hausse par rapport au trimestre précédent. Leur trésorerie s'améliore. Les perspectives de chiffre d'affaires et de trésorerie sont légèrement moins optimistes pour le début 2020. En revanche, leurs intentions d'investissement sont à un point haut.

Bonne tenue de l'investissement

Prévisions d'investissement pour les douze prochains mois



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, solde d'opinion

Les chefs d'entreprise répondants à l'enquête confirment maintenir leurs intentions d'investissements pour les douze prochains mois. Cette bonne tenue de l'investissement touche tous les secteurs à l'exception des industries manufacturières. Les crédits d'investissement augmentent d'ailleurs de 3,6 % à fin décembre 2019.

Après avoir progressé deux trimestres consécutifs, les importations de biens d'équipement professionnel se stabilisent à un haut niveau (-0,3 %, +6,8 % sur un an). Celles de biens intermédiaires progressent de 1,6 % sur le trimestre. En revanche, les ventes de véhicules utilitaires diminuent de 3,2 %.

L'investissement des ménages est également bien orienté comme en témoigne l'évolution des encours de crédits à l'habitat qui progressent de 6,6 % sur un an. Les transactions

immobilières restent bien orientées : +3,5 % sur un an.

Baisse des échanges extérieurs sur le trimestre

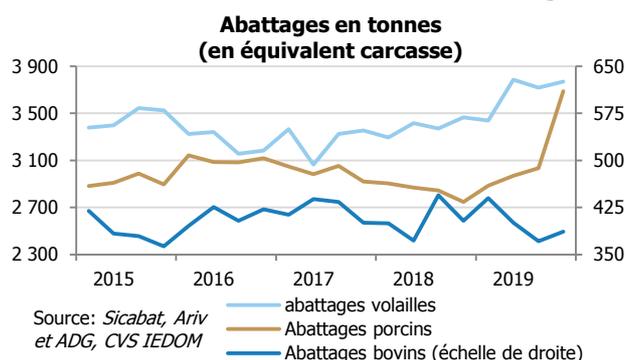
Les exportations en valeur baissent de 10,9 % au quatrième trimestre 2019 après une augmentation de 7,2 % au trimestre précédent (données en CVS). Cette diminution provient essentiellement des exportations de produits des industries agroalimentaires qui chutent de 12,2 % sur le trimestre.

Les importations totales en valeur diminuent de 2,3 % sur le trimestre, après -1,4 % au trimestre précédent. La baisse des importations en valeur de produits pétroliers et de matériels de transport explique cette évolution. Sur un an, les importations totales restent toutefois en hausse (+5,8 %).

L'embellie conjoncturelle profite à l'ensemble des secteurs d'activités

L'enquête de conjoncture réalisée auprès des chefs d'entreprise des grands secteurs de l'économie révèle une activité stabilisée pour les services marchands et le tourisme et en hausse pour les autres secteurs. La situation de trésorerie s'est améliorée pour la plupart dans un contexte de baisse des charges d'exploitation. Pour le prochain trimestre, l'évolution de l'activité varie selon les secteurs, mais le maintien de leurs intentions d'investir reste un signe positif.

Les chefs d'entreprise des secteurs **primaire** et de **l'industrie agroalimentaire** (IAA) font état d'une activité en hausse sur le quatrième trimestre 2019. Les effectifs sont toutefois mal orientés contrairement au début de l'année. Leur situation de la trésorerie s'est nettement améliorée dans un contexte de baisse des charges, et devrait rester favorable au prochain trimestre. La situation de la filière locale d'élevage confirme



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

cette bonne orientation. Les abattages de porcins et ceux de volailles progressent nettement sur le trimestre : respectivement de +21,5 % et +1,4 % en données CVS.

Les abattages de bovins et la collecte de lait augmentent également sur le quatrième trimestre (+4,1 % et +3,3 %). En parallèle, les exportations de produits agricoles continuent de progresser au quatrième trimestre 2019, grâce

aux fruits de saison. Le rythme est cependant moins soutenu qu'aux deux trimestres précédents (+8,1 %, après +15,2 % et +22,0 %, CVS). En revanche, les exportations de produits des IAA se contractent de 12,2 % ce trimestre, après avoir progressé de 29,8 % le trimestre précédent.

Les professionnels du secteur des **industries manufacturières** portent un jugement favorable sur leur activité du quatrième trimestre 2019. Leurs effectifs restent en hausse. La trésorerie reste positive favorisée par des charges d'exploitation en baisse mais pénalisée par des délais de paiement clients tendus. Ils anticipent une diminution de leur volume d'affaires pour le début d'année 2020 et un ralentissement des investissements pour les douze prochains mois.

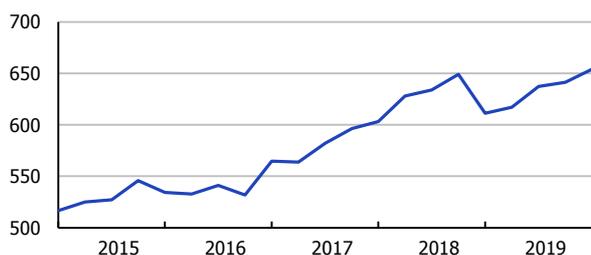
Le volume d'activité du secteur du **bâtiment et des travaux publics (BTP)** est jugé en légère hausse sur le quatrième trimestre 2019 après un recul au trimestre précédent. Le nombre de logements mis en chantier est stable à fin décembre 2019 (+0,7 % en cumulé sur douze mois). Les effectifs du secteur se stabilisent selon les données de la Caisse des congés payés (+0,5 % à fin décembre 2019 par rapport à fin septembre). Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise du secteur anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires. Le niveau des carnets de commande est d'ailleurs jugé favorablement. Le nombre de logements autorisés est en revanche en retrait de 6,6 % sur un an, notamment pour les logements collectifs.

L'opinion des dirigeants des **services marchands** sur leur activité et l'évolution de leurs effectifs reste stable. Le niveau de leur trésorerie s'est légèrement dégradé en fin d'année 2019, après un renforcement au trimestre précédent. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise du secteur prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires. Ils n'anticipent pas d'amélioration de leur trésorerie. Leurs intentions d'investissement toutefois restent solides.

Les professionnels du secteur du **tourisme** font état d'une activité en baisse sur le quatrième trimestre 2019. Le niveau de

leur trésorerie est stable. Les indicateurs du secteur sont mitigés. Le trafic aérien de passagers accélère au quatrième trimestre 2019 : +2,0 % après +0,7 % au trimestre précédent. Sur l'axe Réunion-métropole, le trafic progresse de 1 % et reste bien orienté sur un an. La fréquentation hôtelière progresse sur un an mais se contracte sur le trimestre. Le nombre de nuitées dans les seuls hôtels ainsi que le taux d'occupation au quatrième trimestre diminuent respectivement de 6,8 % et 1,6 % (CVS). Sur un an, avec plus de 338 900 nuitées, la fréquentation dans les hôtels progresse de 4,4 %. La hausse est plus importante (+8,8 %) en intégrant les autres hébergements collectifs tels que les résidences de tourisme et hôtelières ainsi que les villages vacances.

Nombre total de passagers (en milliers)



Source : Aéroports de Gillot et de Pierrefonds - CVS IEDOM

ENTREE EN RECESSION DE L'ECONOMIE SUD-AFRICAINE

L'économie **sud-africaine** plonge de nouveau en récession, avec un deuxième trimestre consécutif de baisse du produit intérieur brut (PIB) : -1,4 % au quatrième trimestre 2019 après -0,8 % au troisième trimestre. Cette nouvelle contraction s'explique par des cycles de coupures de courant fréquentes sur l'ensemble du réseau national, qui mettent à mal la quasi-totalité des secteurs du pays. En effet, huit secteurs sur dix affichent des résultats négatifs. Dans ce contexte économique préoccupant, la Banque centrale sud-africaine a décidé de baisser son taux directeur à 6,25 % en janvier 2020 (contre 6,75 % un an plutôt).

Selon les chefs d'entreprise interrogés par la Banque centrale de **Madagascar**, les volumes de ventes et de carnets de commandes des entreprises s'inscrivent en hausse au quatrième trimestre 2019, notamment dans le secteur primaire. Ils font également état d'une stabilité des investissements et d'une légère baisse de l'emploi. Par ailleurs, les directeurs de banque interrogés soulignent la bonne orientation des activités d'octroi de crédits sur la même période. La croissance du PIB réel est estimée à 5,2 % en 2019, selon l'Institut de la statistique malgache.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique au cours du quatrième trimestre 2019 est en hausse de 8,2 % par rapport à un an auparavant. Ainsi, après un début d'année déjà positif, la tendance se confirme. Sur l'année, les îles ont accueilli plus de 384 000 touristes, en hausse de 6,2 %.

L'économie de **l'île Maurice** se stabilise au troisième trimestre 2019, avec une croissance du PIB nulle après +1,0 % le trimestre précédent. En effet, la dégradation des exportations de biens a effacé la bonne orientation de l'investissement (+14,1 % sur un an). Le bureau mauricien des statistiques prévoit la croissance de l'île pour 2019 à 3,6 % (en valeur, contre +3,8 % en 2018). Dans ce contexte, la Banque centrale maintient sa politique monétaire et son taux directeur à 3,35 % (novembre 2019).

L'activité économique des **Comores** subit les conséquences du cyclone Kenneth d'avril 2019, avec une contraction des exportations de produits agricoles au troisième trimestre 2019, notamment celles de vanille (-86,3 % sur un an) et de girofle (-37,2 %). Par ailleurs, les transferts d'argent reçus des migrants (première source d'entrée de devises du pays) se contractent de 1,7 %, tandis que l'encours de crédits à l'économie augmente de 1,1 %.

Sources : Banques centrales, institutions nationales

VERS UNE STABILISATION DE L'ACTIVITE MONDIALE ?

Le FMI a de nouveau revu ses prévisions de croissance économique mondiale à la baisse pour 2019, à 2,9 % (-0,1 point par rapport à l'estimation d'octobre 2019), en lien avec une activité moins soutenue que prévu dans certains pays émergents (Inde, Mexique et Afrique du Sud notamment), où des chocs, spécifiques à chacun, ont freiné la demande intérieure. Les tensions commerciales et géopolitiques persistantes, l'intensification de troubles sociaux dans plusieurs pays et les chocs climatiques survenus au deuxième semestre 2019 ont également pesé sur l'activité. Toutefois, le FMI entrevoit, dans la dissipation du risque d'un Brexit sans accord et dans la progression des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, des signes de stabilisation de l'industrie et du commerce international. Dans ce contexte, conjugué à une réorientation générale vers des politiques monétaires plus accommodantes, le FMI table sur une accélération de la croissance à 3,3 % en 2020.

Aux États-Unis, le PIB a crû de +0,5 % sur le quatrième trimestre 2019, un niveau équivalent au trimestre précédent qui amène la croissance sur l'année 2019 à +2,3 %, après +2,9 % en 2018. La chute de l'investissement, dans un contexte de tensions commerciales, est compensée par le dynamisme de la consommation privée et la hausse des dépenses publiques. Le FMI anticipe un ralentissement de la croissance à +2,0 % en 2020, lié à une normalisation de la politique budgétaire.

Dans la zone euro, la croissance a ralenti à +0,1 % sur le dernier trimestre 2019 (après +0,3 %), portant la croissance annuelle pour 2019 à +1,2 % (+1,9 % en 2018). À fin décembre, le taux d'inflation rebondit à +1,3 % (contre +0,8 % à fin septembre) tandis que le taux de chômage continue de reculer et atteint désormais 7,4 %, son plus bas niveau depuis mai 2008. Selon les dernières estimations du FMI, le PIB devrait augmenter de +1,3 % en 2020, tiré par un raffermissement de la demande extérieure.

En France, le PIB recule légèrement sur le dernier trimestre 2019, de -0,1 %, contre +0,3 % entre juillet et septembre. La consommation des ménages et l'investissement ralentissent, tandis que les exportations diminuent. Sur l'année, la croissance décélère ainsi à +1,2 % après +1,7 % en 2018. La Banque de France prévoit une croissance freinée à +1,1 % en 2020 en lien avec une dégradation de l'environnement international.

Au Japon, le PIB enregistre une baisse de 1,6 % entre octobre et décembre 2019, conséquence d'une hausse marquée de la taxe sur la consommation qui a dissuadé les ménages, ainsi que d'une chute de l'investissement (-3,7 %). Il s'agit du premier recul de la croissance nipponne depuis cinq trimestres et de la baisse la plus marquée depuis le deuxième trimestre 2014. Sur l'ensemble de l'année, le PIB progresse néanmoins de +0,7 % et le FMI table sur une hausse de +1,0 % en 2020.

La croissance économique a été plus faible que prévu dans les pays émergents et en développement en 2019 (+3,7 % contre +4,0 % selon le FMI en octobre 2019) mais elle devrait rebondir à +4,4 % en 2020. En Inde, la croissance devrait se relever de +4,8 % en 2019 à +5,8 % en 2020 grâce à des mesures de relance monétaire et budgétaire. En Chine, la croissance resterait soutenue en 2020, à +6,0 %, mais sans accélération par rapport à 2019 (+6,1 %) du fait de différends commerciaux non résolus avec les États-Unis.

Sources : FMI, BEA, OCED, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2020. Les données officielles n'intègrent pas à cette date l'impact de l'épidémie de Coronavirus.

[Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)
Annexes statistiques et méthodologie

Directeur de la publication : G. LESELLIER – Responsable de la rédaction : M. AOURIRI
Éditeur et imprimeur : IEDOM
Achévé d'imprimer : mars 2020 – Dépôt légal : mars 2020 – ISSN 2679-0823